

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Fabre, Mitterrand, Marchais, Séguy, Maire

ILS IRONT A L'ELYSEE !

Giscard avait battu mercredi le rappel. Il n'y a pas de fausse note : tout le monde répond présent. Fabre, Mitterrand, Marchais pour les partis de gauche, Séguy, Maire pour les grands syndicats : ils iront tous à l'Élysée !

Bien sûr, il ne s'agit pas de collaborer « avec le grand capital » s'empressent-ils de clamer. Ils y vont pour jouer leur rôle de toujours : défendre les intérêts des travailleurs ! Puisqu'ils le disent...

En Bretagne, après
la stupeur et la colère

La lutte s'organise



La manifestation des marins pêcheurs à Brest.

Mardi dernier, plusieurs centaines de marins-pêcheurs avaient tenu à Brest une assemblée générale où ils avaient adopté des revendications importantes dont nous rendons compte en page intérieure. Ils s'étaient ensuite rendus en manifestation à la sous-préfecture (voir photo).

La lutte commence à s'organiser. Jeudi 23 mars, cinq mille étudiants ont également manifesté à Brest après avoir tenu plusieurs réunions d'informations dans les facultés de la ville. A 17 h, ils ont occupé la cour d'honneur de la pré-

fecture maritime en scandant des mots d'ordre tels que « La Bretagne n'est pas une poubelle ». Ils ont déposé des oiseaux et des poissons mazoutés sur les marches de la préfecture maritime.

Les lycées et étudiants de Brest se sont mis en grève depuis mercredi. Le doyen de l'université a dû accepter la suspension des cours et le report de huit jours au moins des examens.

Vendredi soir, une manifestation est prévue devant le palais des Arts et de la Culture de Brest à 19 h 30,

appelée par les associations écologiques et les syndicats familiaux : SCCV et CSF. Les partis et syndicats de gauche n'y ont pas appelé. De son côté, la CFDT appelle à un rassemblement de toute la Bretagne à Brest, le samedi 1er avril, à 10 h 30.

Lundi 27 mars, une manifestation aura lieu à Brest à l'appel de nombreuses organisations politiques (dont l'Humanité rouge), syndicales et autres. Rendez-vous est fixé à 15 heures, place du Château à Brest.

Ils auraient été ministres, ils auraient pu faire encore mieux : pensez, Séguy, discutant le coup avec le ministre Marchais... Mais enfin, comme dit Séguy, il faut faire avec ce que l'on a. Et « si chacun des partenaires sociaux ne cherche pas trop à imposer sa volonté à l'autre, on devrait arriver à des compromis » ajoute-t-il. Etre réaliste, comme le souhaite Maire, ça doit être ça !

Bref. Tout ce beau monde se disposait bien déjà à s'entendre avec Giscard, à cohabiter avec lui, au cas où les élections les auraient portés au gouvernement ! Alors pourquoi pas maintenant...

La politique du grand capital, ça se discute...

Mais tout cela, n'est-ce pas justement collaborer avec le grand capital ?

Et les travailleurs, dans cette affaire ? Surtout qu'ils se tiennent tranquilles ! Tous ces messieurs, à l'Élysée et ailleurs, vont changer ce vieux capitalisme d'avant mars, et qui marchait mal en un capitalisme « libre et ouvert » qui ira beaucoup mieux ! Et pour commencer sourires, décripation : c'est la détente, on discute... Il y a si longtemps que cela ne s'était pas produit ! C'est un événement.

Et cela tombe juste au moment où, après l'échec de l'Union de la gauche, la seule voie pour les travailleurs, celle de la lutte, ne pouvait manquer d'apparaître plus clairement !

Voilà donc ce que craignent tant tous ces gens-là ! Voilà donc pourquoi ils sont si pressés de bavarder ensemble !

CONTRE
L'AGRESSION SIONISTE
RASSEMBLEMENT
de soutien aux peuples
palestinien et libanais
SAMEDI 25 MARS
15H BARBES

A l'appel de l'AMFP, l'ASFA, CNP, CSP, CNPC
Avec le soutien de l'Humanité rouge, du PCR ml, de l'UCF,
de la LCR, du Comité Palestine.

Editorial

Eviter le piège

Depuis longtemps nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur l'éventualité d'une large alliance de tous les grands partis y compris celui de Chirac ou de Marchais. Cela pouvait prendre des formes diverses : personnalités de gauche au gouvernement, ou accord parlementaire sur un programme ou accord sur quelques mesures essentielles... L'Italie fournit, à côté de nous, un exemple dont les différentes étapes et les développements récents sont de nature à donner toute crédibilité à ce genre d'éventualité.

Aujourd'hui, Giscard d'Estaing, qui travaille dans ce sens depuis bien des années (comme on peut le voir en page 3) met les bouchées doubles pour avancer sur cette voie. Son appel de mercredi était fort clair à cet égard. Les réponses positives qu'il reçoit de Mitterrand, Marchais ou Fabre, aussi bien que de Séguy ou de Maire, montrent assez que son projet n'est pas sans espoir : certains sont même allés au devant de son appel !

Pourquoi donc tout cela, alors que la majorité vient de remporter une victoire, confortable somme toute, et pourrait donc continuer comme avant ?

Tout d'abord, la victoire de la majorité, et plus précisément celle de Giscard, le rend justement possible : les 4 grands courants sont à peu près équivalents, aucun ne peut gouverner seul ni imposer ses conditions à l'un ou à l'autre, pour former une coalition qu'il dominerait. Giscard, le président, détient la place de choix pour jouer les « cimentés de l'Unité nationale ». De plus, la victoire de la majorité, c'est la défaite de la gauche. Et la gauche est défaite, sa désunion confirmée. Elle est dans l'impasse, sans perspectives : il est donc facile de lui en trouver une.

C'est l'ouverture dans laquelle elle se précipite. C'est la reprise de « l'esprit » du Programme commun : quelques « mesures sociales », quelques « idées de réforme », l'idée surtout qu'on peut aménager et améliorer le système si chacun y met du sien !

Sur ce terrain, pas de problème pour discuter avec la gauche ! Ainsi la victoire de la majorité rend cela possible. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut, bien sûr, que les monopoles, dont Giscard est sans conteste un digne représentant, y trouvent leur compte. Et qu'y trouvent-ils donc ?

Il suffit pour le savoir de lire un peu leur presse. Ils disent en substance, que bien des réorganisations et restructurations sont encore à faire dans l'économie, ce qui suppose bien des licenciements par exemple, et pour mener cela dans les meilleures conditions, il faut faire du « social » ! Voilà ! la crise demeure. Les travailleurs doivent encore payer ! C'est toujours cela le problème des monopoles et le mieux pour eux, c'est de le faire le plus « démocratiquement » possible.

Suite p. 8

Le sionisme dans l'impasse

Begin a connu aux États-Unis ce que tous les commentateurs appellent un échec.

L'expansionnisme d'Israël et son isolement dans le monde ont leurs répercussions aux USA, aussi bien dans la population que chez les dirigeants du pays. L'impérialisme américain ne peut plus appuyer aussi ouvertement et complètement Israël : ses intérêts mêmes, dont Israël était la tête de pont, pourraient en souffrir !

Dans le même temps, des pays ayant de gros intérêts au Liban (comme la France et les USA eux-mêmes), y mettent le pied, sous la couverture des casques bleus de l'ONU, ce qui n'est pas un mince danger. Mais cela montre qu'Israël ne suffit plus comme couverture et tête de pont de l'impérialisme au Moyen-Orient.



L'ordre fasciste règne en Argentine

Le PCF s'en félicite

Le Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football (COBA) a publié un éloquent dossier sur l'attitude du PCF, à l'égard des luttes du peuple argentin dont nous citerons ici de larges extraits.

En Argentine, depuis le coup d'État militaire du 24 mars 1976 qui a porté le général Videla au pouvoir, celui-ci ne se maintient que par les arrestations massives, par les tortures quotidiennes, les exécutions sommaires. 1687 personnes ont été abattues dans la rue, 20 000 autres sont officiellement « portées disparues », des milliers d'autres encore croupissent dans les camps de concentration ou dans les prisons. Le « redressement économique », dont se vante la dictature, se solde par une baisse de 40% du pouvoir d'achat des salariés.

C'est pourquoi, dans le monde entier, des millions de voix s'élèvent pour dénoncer les crimes de la junte argentine et appelle au boycott de la coupe du monde de football qu'elle organise à Buenos Aires, à quelques centaines de mètres de ses centres de torture.

DES MENSONGES A LA PELLE

En France, le PCF, lui, ne craint pas de prendre position ouvertement... contre le peuple et pour la

dictature : en voici quelques preuves.

Dans « l'Humanité » du 18 décembre 1977, Marchais en personne se prononce contre le boycott du « Mundial » en ces termes :

« Quand on pose le problème des droits de l'homme, je pense qu'il faut faire très attention, car, hélas, on risquerait à l'Est comme à l'Ouest, de ne pas aller dans beaucoup de pays. (...) c'est pourquoi, je défendrai l'idée que la France doit aller en Argentine. J'ajouterai l'argument que le sportif est un citoyen comme les autres ; il se doit d'utiliser tous les moyens pour défendre la liberté là où elle est mise en cause. Si nous estimons que c'est le cas en Argentine, eh bien ! défendons les libertés là-bas comme ailleurs. »

Dans « L'Humanité » du 24 décembre, curieusement, cette dernière phrase est devenue : « C'est le cas en Argentine, eh bien ! le style dubitatif ayant sans doute suscité quelques réactions dans les rangs mêmes du PCF »

« L'Humanité » du 26 décembre 1977 revient à la charge : « Que disent les

Argentins, toutes tendances confondues ? ... Tous souhaitent que des milliers de journalistes soient du voyage pour commenter les rencontres de foot et la réalité du pays. Refuser un tel appel revient ni plus ni moins à s'aligner sur les factieux argentins — les arroseurs arrosés — qui, plus la date de la coupe approche, voient d'un très mauvais œil l'organisation du « Mundial » en Argentine. »

Mensonge grossier démenti par ce seul fait : la junte a payé plus de cinq cents millions d'anciens francs : une agence de publicité américaine pour l'aider à faire du « Mundial », une gigantesque opération destinée, selon son propre aveu à « donner une vision de l'Argentine différente de celle qui a été créée dans le monde »

LA DICTATURE BLANCHIE DE SES CRIMES

Cette position scandaleuse ne s'explique pas sans la compréhension de la véritable analyse du PCF sur la situation existant en Argentine.

Dans « l'Humanité » du 12 janvier 1978, Guy Herrier déclare en effet : « Le peuple argentin en lutte, nous demande d'apporter un soutien politique au combat qu'il mène contre le complot qui, au sein même

le pays dans le fascisme ».

Le « tend à » n'est pas une étourderie : il correspond à l'analyse constante que le PCF fait de la situation en Argentine. Dans une lettre du 14 janvier 1976, la rédaction en chef de « l'Humanité » expliquait à un lecteur : « Si le danger fasciste est réel en Argentine, il n'a pas encore triomphé. Nos camarades (les révisionnistes argentins) pensent que la lutte doit être dirigée contre ce danger, c'est-à-dire contre la minorité des chefs militaires d'extrême-droite et non contre Videla et sa fraction « modérée ». D'autant plus que, comme nous l'avons dit, l'Argentine n'est pas le Chili... Pour toutes ces raisons... nous n'avons pas accolé l'étiquette de « fasciste » à la junte du général Videla ».

MOSCOU A L'ÉCOLE DU « MUNDIAL »

Le PCF reproduit ici une fois de plus, fidèlement, les positions internationales de Moscou. L'URSS est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Argentine. Alors que les exportations argentines vers l'URSS (surtout viandes, céréales, vins, fruits...) n'atteignaient que 27 millions de dollars en 1972, elles

sont passées à 300 millions en 1975 et 350 en 1976.

Considérant sans doute que Videla était le meilleur défenseur de ses intérêts économiques en Argentine, l'URSS s'est opposée à l'ONU à ce que la situation en Argentine soit traitée par la commission des Droits de l'homme à l'ONU, votant pour cela... avec le Nicaragua du dictateur fasciste Somoza.

« La Pravda » du 18 août 1977 reproduisait sans commentaires un communiqué de l'Agence-Tass déclarant notamment : « La déclaration (du Parti communiste argentin) confirme le soutien de la direction du PCA aux propos publics du général Videla en faveur de l'établissement d'un large dialogue constructif entre les forces civiles et militaires pour parvenir à l'unité nationale ».

Enfin, Moscou prépare activement les Jeux Olympiques de 1980 et sait fort bien que le mot d'ordre de boycott du « Mundial » risque de se retourner contre elle. D'ailleurs, l'URSS s'est décidée à apprendre à bonne école en matière de « sécurité sportive » : elle a envoyé une équipe du KGB à Buenos Aires pour étudier les formidables mesures de contrôle policier mises en place par la dictature de Videla en prévision du « Mundial ».

● Pékin

La Chine réaffirme son soutien à la Résistance palestinienne

Lors d'une récente entrevue avec Tayeb Aboul Rahim Mahmoud, nouveau directeur du Bureau de Pékin de l'Organisation pour la libération de la Palestine, le vice-premier ministre Keng Piao a souligné : « Ces derniers jours, les agresseurs sionistes israéliens dont le chef de file est Begin ont ouvertement envahi le Sud-Liban et massacré les habitants dans une vaine tentative d'anéantir les forces armées populaires de la Palestine. Il s'agit là d'une agression flagrante contre le territoire et la souveraineté du Liban, d'une nouvelle provocation grave contre le peuple palestinien et tous les autres peuples arabes... »

Cette nouvelle invasion déclenchée par Israël contre le Liban a révélé une fois de plus sa position obstinée dans la poursuite d'une politique d'agresseurs et d'expansionnistes et son hostilité délibérée au peuple palestinien et aux autres peuples arabes.

C'est aussi un acte commis à l'instigation et avec le soutien des superpuissances. Le gouvernement et le peuple chinois condamnent avec véhémence Israël pour ses crimes commis contre les peuples libanais et palestiniens, combattent résolument l'agression et l'expansion d'Israël et la dispute des

superpuissances au Moyen-Orient et soutiennent fermement le peuple palestinien, le peuple libanais et les peuples des autres pays arabes dans leur juste lutte, ainsi que la position solennelle qu'ils ont prise. La Chine ne reconnaîtra pas Israël ni n'établira aucune relation avec lui ».

Keng Piao s'est déclaré convaincu que le peuple palestinien est un peuple courageux et inflexible. « L'organisation pour la libération de la Palestine est reconnue et soutenue chaque jour davantage dans le monde. La lutte menée par les peuples des divers pays arabes pour rétablir les droits nationaux et recouvrer les territoires perdus est juste et donc invincible. »

« Tant qu'ils renforceront leur unité, persévéreront dans la lutte et viendront à bout des interventions des superpuissances, ils finiront par réaliser leur objectif national en bénéficiant de la solidarité et du soutien des peuples du monde ».

Le représentant de l'OLP a exprimé ses remerciements pour cette position de principe adoptée par le gouvernement et le peuple chinois et affirmé que le peuple palestinien et les autres peuples arabes resserreront leur unité pour mener jusqu'au bout leur lutte.

Le bourrage des urnes à Paris

Lors des élections, les tenants des divers clans de la bourgeoisie n'ont pas été avares de promesses et autres engagements sans lendemain.

Mais ce coup-ci, la lutte était serrée entre les deux grands clans. Qu'allait-il sortir des urnes ? Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, certains ont eu l'idée de remplir eux-mêmes les grosses boîtes qu'on appelle... les urnes.

Opération qui garantit un résultat assuré. Voilà comment cela s'est passé dans un bureau du centre de Paris (2e et 3e arrondissements) lors du premier tour.

Dans ce bureau, un militant de l'UOPDP surveille le dépouillement.

L'urne étant ouverte et les bulletins versés sur une table, on commençait à les compter, et, tout d'un coup, quelqu'un qui comptait s'exclame : on vient de jeter sur la table parmi les bulletins un paquet de plus de cent enveloppes.* Heureusement, ces enveloppes sont restées groupées et on a pu les isoler à peu près du reste des bulletins.

Chacun se met à soupçonner son voisin. Des cris : qui a fait cela ? On ne sait pas. On isole les bulletins nouveaux.

Dans la confusion, on commence à dépouiller les autres. A la fin, on compte et on dépouille les enveloppes en question. Elles contiennent toutes des bulletins de Claude Quin, le candidat du PCF sur les 2e et 3e arrondissements de Paris.

Qui a fait le coup ? Est-ce Dominati, le candidat du PR qui a intérêt à se retrouver au deuxième tour face au PCF, plutôt que face au radical de gauche ? Ou bien est-ce le PCF ? On ne sait jamais, une centaine de voix en plus, ça sert toujours. Cela s'appelle le bourrage des urnes. C'est une pratique courante de certaines régions.

Que ce soient les uns ou les autres, qu'est-ce que ça veut dire ? Ces gens qui se gargarisent à longueur d'écran de la « démocratie » de « la volonté du peuple » sont prêts à toutes les manœuvres pour accéder ou se maintenir au pouvoir.

Le Comité local UOPDP Paris-centre

*Dans les 25e et 26e circonscriptions du 18e arrondissement, s'est déroulé un scénario semblable.

Les bulletins blancs et nuls dans la région parisienne

En faisant le tour d'horizon des circonscriptions de la région parisienne, où ne se trouvaient confrontés au 2e tour qu'un candidat de droite et un candidat de « gauche », on constate que :

— Lorsque pour la gauche, il s'agit d'un candidat PS, le taux de bulletins blancs ou nuls se situe entre 1,7 % (minimum) à Meudon et 2,7 % (maximum) à Meudon.

— Lorsqu'il s'agit d'un candidat PCF, le taux se situe entre 2,8 % (minimum) à Gennevilliers et Cormeilles, et 5,1 % (maximum) à Bondy. Soit nettement plus que la moyenne nationale, (2,4 %) toute confrontation comprise.

Ceci est une petite illustration qu'un nombre plus important de personnes refusent de choisir entre les politiciens de droite et les révisionnistes en qui ils refusent ainsi leur confiance. Cela montre également que dans ce cas de figure, un certain nombre d'électeurs socialistes n'ont pas reporté leurs voix sur le candidat révisionniste.

**POUR TOUTE
COMMUNICATION
AVEC LE
JOURNAL
TELEPHONER AU
205-51-10**

En invitant les partis de gauche

Le but que Giscard poursuit depuis plus de 10 ans

« Je m'adresse à vous de cette mairie de province d'Auvergne pour vous dire que je suis candidat à la présidence de la République. Je m'adresse à vous tous, électeurs UDR, républicains indépendants, centristes et réformateurs. Je m'adresse à vous tous pour créer cette nouvelle majorité présidentielle élargie ». C'est ainsi que Giscard d'Estaing lançait sa campagne électorale aux présidentielles, le 8 avril 1974.

Le discours télévisé de mercredi et l'invitation lancée aux syndicats et partis d'opposition cette semaine est dans le droit fil de cette idée : « Une majorité présidentielle élargie ».

PREMIERE ÉTAPE

Giscard a préparé cette politique de longue date, bien avant même sa campagne pour la présidence de la République en 1974.

Le 27 avril 1969, De Gaulle tombe. Pompidou est candidat. Giscard d'Estaing lui apporte son soutien, il redevient ministre de l'Économie et des Finances sous Pompidou. Mais il n'a pas accordé son soutien à Pompidou sans hésitations.

C'est l'époque (peu après 1968) où les républicains indépendants de Giscard commencent à mener campagne, discrètement, lentement. Ils s'infiltrèrent dans les milieux politicards bourgeois.

Quand il apporte son soutien à Pompidou, Giscard est présenté sur les affiches de son mouvement comme « centriste, libéral et européen ». Il soutient Pompidou parce qu'il est alors encore trop tôt pour qu'il fasse cavalier seul.

Toutefois, dès cette période, les attaques des giscardiens contre les gaullistes pleuvent, surtout par la bouche de Poniatowski. En 1971, Giscard parle de « grande fédération du centre » à l'adresse de Lecanuet. En mai 1972, il traite Chaban-Delmas et ses « compagnons gaullistes » d'alliance de « copains et de coquins ».

Enfin, en 1974, c'est en évinçant Chaban-Delmas qu'il se fera élire président de la République. Les républicains indépendants dominent les gaullistes. Giscard avait annoncé son programme à plusieurs reprises : « Assurée de sa majorité, la France souhaite être gouvernée au centre » phrase suivie d'un appel à Lecanuet « qui devrait pouvoir faire partie de la prochaine majorité » (le 10 octobre 1972).

DEUXIEME ÉTAPE LA CRÉATION DE L'UDF

Cette ouverture aux centristes de Lecanuet se fera peu à peu pour en arriver à la constitution de l'U-

DF. Mais une fois élu, Giscard évince délicatement le Premier ministre Chirac, qui se trouve amené à démissionner.

Puis à l'approche des législatives les différents partis de la majorité se constituent tout d'abord en un front commun, le « Pacte de la majorité », comprenant aussi le RPR gaulliste.

Là encore, cette alliance n'est que provisoire. Après la rupture de l'Union de la gauche, le 22 septembre 1977, les deux tactiques différentes au sein de la ma-

jeurité se font de plus en plus contradictoires. Les chiraquiens du RPR n'entendent rien changer à leurs attaques tous azimuts contre le PCF et le PS. Les giscardiens et centristes appellent clairement Mitterrand et Fabre à gouverner avec eux, à se détacher du PCF complètement. On parle à nouveau de gouverner la France au centre.

C'est ce deuxième courant qui constitue l'UDF : le Parti républicain de Giscard, le centre des démocrates sociaux de Lecanuet et le Parti radical de Servan-

de Verdun sur le Doubs, il avait dit : si la gauche passe au Parlement, je resterais président et je ne pourrais qu'appliquer le Programme commun. L'idée était lancée : un mouvement d'union nationale qui regrouperait à la fois l'UDF et une fraction des partis du Programme commun. Chaque fois qu'ils étaient sollicités par Giscard, Mitterrand, Fabre et Marchais refusaient des appels à la collaboration. Une fois cependant, en septembre 1975 Fabre était allé rendre visite



Aujourd'hui les alliances sont défaits à gauche, malades à droite et les poignées de main se font différentes.

Mais une fois élu, Giscard évince délicatement le Premier ministre Chirac, qui se trouve amené à démissionner.

Puis à l'approche des législatives les différents partis de la majorité se constituent tout d'abord en un front commun, le « Pacte de la majorité », comprenant aussi le RPR gaulliste.

Là encore, cette alliance n'est que provisoire. Après la rupture de l'Union de la gauche, le 22 septembre 1977, les deux tactiques différentes au sein de la ma-

jeurité se font de plus en plus contradictoires. Les chiraquiens du RPR n'entendent rien changer à leurs attaques tous azimuts contre le PCF et le PS. Les giscardiens et centristes appellent clairement Mitterrand et Fabre à gouverner avec eux, à se détacher du PCF complètement. On parle à nouveau de gouverner la France au centre.

UNE TROISIEME ÉTAPE AUJOURD'HUI EN COURS

Mais la politique que mène patiemment Giscard d'Estaing ne s'arrête pas aux centristes de Lecanuet. Déjà, lors de son discours

à Giscard, contre l'avis de Mitterrand et sous la condamnation de Marchais.

Aujourd'hui un fait nouveau permet à Giscard de tenter à nouveau cette carte : de divisions en divisions, la gauche en est arrivée à l'éclatement, après avoir perdu les élections législatives.

Dès lors, Giscard reprend les appels qu'il n'a de fait, pas cessé de lancer depuis plus de dix ans : l'ouverture, aux centristes d'abord, aux partis de gauche aujourd'hui.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18^e. Tél : 607.23.75.

● La politique
d'austérité continue

● L'Union de la gauche
s'est disloquée

UNE SEULE VOIE : UNISSONS-NOUS POUR LA LUTTE !



Les jeux sont faits.
Une sorte de silence a succédé au tapage et à l'effervescence artificiellement entretenus par les partis bourgeois, depuis des semaines, et des mois. Rien n'a changé.

Amère déception pour ceux qui avaient cru qu'un succès électoral de la gauche pourrait quand même contribuer à changer quelque chose.

Rien n'a changé, la droite n'en revient pas de l'avoir échappé belle et n'ose crier trop fort victoire : Giscard se prépare à poursuivre la même politique d'austérité. (On parle beaucoup d'un nouveau gouvernement Barre, tout un programme !) et il avance prudemment à petits pas pour tenter de constituer à terme, avec des hommes de gauche style Robert Fabre et des sociaux démocrates, une majorité libérale avancée, qui lui permettrait de se passer de son encombrant allié RPR, d'ici 1981.

Mais nombre de travailleurs ont commencé, à tirer le bilan de ces élections :

A qui imputer l'échec électoral de la gauche sinon aux partis de gauche eux-mêmes ? Depuis des mois, leurs divisions avaient trop clairement montré que le PS et le PCF avaient des projets tout à fait opposés, que leur union de façade, conclue en 1972, ne donnait donc aucune garantie sur ce qu'ils feraient une fois au gouvernement. L'accord, bâclé en dix minutes, au lendemain du premier tour, leur a porté le coup de grâce : pensaient-ils faire avaler ce texte inconsistant, muet sur leurs divergences ? N'était-ce pas prendre ouvertement les travailleurs pour une masse amorphe d'électeurs manipulables au gré de leurs calculs ?

Suite page 2

Communiqué de l'UOPDP

Des millions de travailleurs de notre pays auront été vivement déçus à l'issue de ces élections de mars 1978 ; une fois encore, la droite s'est assurée tous les pouvoirs ; et avec elle, c'est la vie de chômage et de misère pour le plus grand nombre.

Des millions de travailleurs qui veulent que «ça change», sont aujourd'hui écœurés et découragés car une fois encore, les perspectives offertes par les dirigeants de l'Union de la gauche ont fait faillite.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dit à tous ces travailleurs, à tous ceux qui l'ont soutenue dans cette bataille, à tous ceux qui ont entendu avec intérêt ses propositions et ses perspectives, qu'il faut surmonter ce découragement.

Ce n'est pas par les élections que l'on peut transformer les choses et en finir avec cette société capitaliste. Il existe une autre voie, celle de la lutte de classe, celle des luttes pour

imposer le succès des revendications politiques, économiques et sociales des travailleurs des villes et des campagnes.

L'UOPDP a démontré qu'il existe un courant politique qui s'oppose à la fois aux partis traditionnels de droite et de gauche. Elle a contribué à un premier rassemblement de forces contre tous les politiciens de la bourgeoisie.

L'UOPDP va poursuivre la lutte en s'efforçant d'y associer le plus grand nombre de travailleurs sans parti et de militants qui posent des revendications spécifiques de la classe ouvrière, de la petite paysannerie et des masses populaires.

Elle soutient et soutiendra toutes les luttes engagées dans les entreprises comme dans les campagnes, de même que les actions fondées des mouvements écologistes ou des mouvements de femmes contre les conséquences criminelles et néfastes du système capitaliste.

Faites-nous connaître vos initiatives

Les élections passées, les comités UOPDP poursuivent et développent leur activité. L'heure est au bilan de l'action engagée depuis plusieurs semaines, pour tracer dès maintenant les perspectives concrètes de lutte.

Organisant un large débat avec les travailleurs, les comités UOPDP sont invités à nous en faire part dans de multiples correspondances que nous publions dans le numéro hebdomadaire du journal de l'UOPDP.

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

● La politique d'austérité continue

● L'Union de la gauche s'est disloquée

UNE SEULE VOIE : UNISSONS-NOUS POUR LA LUTTE !

Suite de la page 1

D'une certaine façon, la situation s'est clarifiée. Renouant après les échecs de 1973 et de 1974, l'échec de 1978 a profondément remis en cause l'existence même d'une alternative politique de gauche : l'Union de la gauche et son Programme dit commun. Robert Fabre a, aussitôt les résultats connus, pris congé et résilié le contrat. Rocard a laissé entendre que les socialistes s'étaient fourvoyés avec le Programme commun et qu'il fallait autre chose. Et Mitterrand, après avoir reporté sur le PCF toute la responsabilité de l'échec a répondu sans hésiter à l'invitation de

Giscard. Le PCF garde un silence embarrassé ! Alors, attendre, encore attendre les présidentielles de 1981 et les législatives de 1983 ? Avec une coalition à ce point désarticulée ? Quelle perspective !

Et puis, plus profondément ce sont les illusions sur la crédibilité même d'une issue électorale qui se trouvent ainsi ébranlées en profondeur.

Apparemment rien n'a changé, en haut : ce sont les mêmes hommes, le même pouvoir réactionnaire qui compte continuer à faire payer la crise aux travailleurs. Et se prévalant de sa victoire électorale, même acquise de justesse, il entend plus que

jamais imposer sa loi, mieux coaliser et ressouder ses forces.

Mais en bas, beaucoup de choses peuvent changer : ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité d'affronter directement la bourgeoisie, pour arracher la satisfaction des revendications les plus immédiates, bloquées depuis de longs mois. Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité de déclencher des luttes importantes, de les épauler mutuellement, de les populariser, de les coordonner.

Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité d'unir, de transformer en une force les courants qui dans différents domaines, remettent en cause la logique même de cette société : parmi les écologistes, les groupes femmes, les associations de défense du cadre de vie.

Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité pour les travailleurs, de déterminer eux-mêmes leurs objectifs et leurs méthodes de lutte, indépendamment des partis de gauche et des orientations qu'ils tentent d'imposer dans les syndicats.

L'action menée par l'UOPDP s'est inscrite, dès avant les élections, dans cette perspective et a jeté de premières bases pour que se dégage une force révolutionnaire conséquente dans le pays. Combien de travailleurs qui gardaient encore quelque espoir dans un gouvernement de gauche, vont maintenant clarifier leurs positions et ressentir l'exigence de s'engager sans am-

bigüité sur le terrain de la lutte de classe ? Combien même de militants de base du PCF ou de sympathisants vont être amenés à se détacher du parti de Marchais et à rechercher une perspective de lutte claire et offensive contre la bourgeoisie en place ? Combien de militants qui ont pu croire à la phrase révolutionnaire, ou au populisme débridé de groupes trotskystes, ont été polarisés sur la nécessité d'un gouvernement de gauche «pour battre la droite», voient maintenant crever la baudruche du Programme commun des «partis ouvriers», et seront amenés à réviser complètement ce qu'on avait voulu leur inculquer, à se tourner vers une action révolutionnaire authentique ?

L'heure est au bilan de l'action que nous avons engagée, au bilan des acquis pour tracer très rapidement et dès maintenant les perspectives concrètes de lutte.

Le potentiel des forces rassemblées et clairement délimitées, des contacts et des liens tissés avec de nombreux syndicalistes, de nombreuses organisations de masse doit déboucher sur l'action à présent qu'est levé le verrouillage, que l'issue des élections est nette.

Les comités locaux de l'Union peuvent pleinement développer leur initiative : pour tirer largement avec les travailleurs le bilan politique des élections, pour définir avec eux les revendications précises, pour proposer la coordination de secteurs de lutte.

VAUCLUSE : PREMIERS ÉLÉMENTS DE BILAN

Nous avons pour but de réunir des gens dans les villages et villes où nous étions un peu connus, exposer notre analyse et nous faire mieux connaître.

Les réunions les plus intéressantes se sont tenues à Entrechaux, Faucon, Sérignan et Vaison. Nous nous sommes efforcés de laisser la plus grande place possible au débat.

Dans la plupart des cas les travailleurs présents ont marqué leur accord avec nous sur l'analyse de la situation et les buts à atteindre. C'est sur les moyens à mettre en œuvre, que nous devons le plus faire effort pour convaincre.

Dans de nombreux cas des travailleurs, souvent des travailleurs de la terre, immigrés Espagnols et Marocains ont pris la parole pour dénoncer l'exploitation qu'ils subissent. Avec des exemples concrets, ils ont démontré que la seule solution était la lutte révolutionnaire.

Il a fallu également expliquer le sens de notre candidature, pourquoi, tout en dévoyant les illusions électoralistes, nous nous présentions à ces élections.

Les questions portaient souvent sur l'avenir :

— A qui appartiendront les terres ?

— Le petit paysan gardera-t-il sa propriété ?

— Que deviendra l'artisan (maçon, menuisier, gara-

giste etc), qui emploie aujourd'hui du personnel ? — Comment fonctionneront les coopératives ?

A Jouquières était organisée le 28 février une soirée réunissant tous les candidats. Un camarade y a pris la parole et a été applaudi par une partie du public.

A la fin de la réunion, nous avons discuté avec des militants de base du PCF. Nous devons dire que c'était très positif. Certains disaient «si ça marche pas avec l'Union de la gauche, on viendra avec vous».

L'action menée a été positive dans l'ensemble. Un bilan plus approfondi reste à faire pour en tirer toutes les leçons.

Motion de soutien aux travailleurs mauriciens menacés d'expulsion faite par l'UOPDP Paris Centre

Jeudi 2 février, la police bourgeoise faisait une descente dans un atelier de confection de notre quartier, rue Tiquetonne, dans le 2^e arrondissement. Les flics embarquèrent alors 6 travailleurs immigrés, 2 Mauriciens, 2 Turcs et 2 Pakistanais.

Les 4 travailleurs turcs et pakistanais n'ont pas reparu depuis et ils ont sans doute été expulsés. Quant aux 2 travailleurs mauriciens, ils devaient se présenter à la Préfecture de Police le 7 février avec un billet d'avion : il s'agit là d'une expulsion déguisée. Ces 2 Mauriciens font partie des 538 Mauriciens dont le dossier de régularisation est en instance, bloqué au ministère depuis trois ans et cela, malgré un accord intervenu et la pro-

messe du ministère de régulariser la situation pour le 31 décembre dernier.

Ces expulsions et menaces d'expulsion ne sont pas des cas isolés. Avec la crise capitaliste qui s'aggrave, la bourgeoisie française veut se débarrasser des travailleurs immigrés. C'est là le sens des mesures racistes de Stoléro, les attaques, calomnies, expulsions et procès intentés aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en lutte depuis quatre ans. C'est là aussi le sens de l'intensification du quadrillage policier dans les quartiers populaires, notamment les 2^e et 3^e arrondissements et la multiplication des crimes et attentats racistes contre nos frères immigrés, attentats qui restent impunis !

Le Comité Local Paris Centre de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne appelle tous les travailleurs français et immigrés de notre quartier à soutenir la lutte de nos frères immigrés et contre les mesures Stoléro, les tracasseries policières et la menace d'expulsion.

— Non aux expulsions ! A bas les mesures racistes de Stoléro !

— Vive la lutte des foyers Sonacotra ! Sonacotra cèdera !

— Vive la lutte des travailleurs mauriciens ! Vive le mouvement des travailleurs mauriciens.

Le Comité Local
(Paris Centre)
de l'UOPDP

Licenciement de notre camarade Maribel Ocana, candidate de l'UOPDP à Bayonne



Suite à la circulaire légale (profession de foi) envoyée aux électeurs, une procédure de licenciement «pour faute lourde» a été immédiatement engagée à l'encontre de Maribel Ocana, monitrice éducatrice à l'Enfant-roi d'Hendaye.

Le patron, qui accuse Maribel de «dénigrement public de la direction», l'a expulsée sur le champ, la menaçant même de faire intervenir la force publique.

L'UOPDP maintient les termes de la profession de foi dénonçant les conditions de travail scandaleuses et les conditions de vie des enfants.

L'UOPDP considère qu'il s'agit d'une atteinte manifeste aux libertés d'expression, aux libertés politiques.

Le fond du problème se situe à ce niveau, pour un patron qui, aux municipales de 1972, s'est présenté sur une liste de droite. L'UOPDP quant à elle, mène une campagne qui vise à dénoncer l'exploitation, et appelle à détruire le système capitaliste. C'est le combat de notre organisation et donc celui de nos candidats.

La réponse de la bourgeoisie est claire : violence, répression, le patron de l'Enfant-roi en fait la preuve et Maribel en est la victime.

L'UOPDP appelle tous les démocrates à manifester publiquement mardi 14 mars à 18 h 30 pour annuler ce licenciement et exiger la liberté d'expression qui est bafouée une fois de plus.

Le comité UOPDP de BAYONNE le 10 mars 1978



A propos de Laving-glace (2)

La question des comités de soutien

La direction confédérale de la CFDT a publié, dans un bulletin du 10 mars, l'appréciation portée par l'Union départementale de Loire-Atlantique CFDT, sur le comité de soutien, créé lors de la grève des travailleurs de Laving-Glaces, chantier SNCF à Nantes.

L'Humanité rouge, le Parti communiste marxiste-léniniste de France y étaient également directement mis en cause.

La dimension nationale ainsi donnée à l'affaire et notre mise en cause directe appelaient des réponses.

Nous avons dans notre édition d'hier précisé la conception qu'ont de leur activité dans les syndicats les communistes marxistes-léninistes, activité sur laquelle le document de la CFDT comportait pour le moins des inexactitudes.

Nous aborderons aujourd'hui la question précise du comité de soutien et les « réflexions » de l'union départementale de Loire-Atlantique sur celui de Laving-Glaces.

ture, diverses entreprises, Chambre de commerce...) ou militants paysans.

Le document fait ensuite état de « difficultés » « notamment à l'occasion de la manifestation interprofessionnelle du 15 décembre devant la gare SNCF et organisée par l'union locale. Dans une affiche et surtout dans un tract distribué à la porte de certaines entreprises, le comité de soutien laissait entendre que cette manifestation était à son initiative, aucune référence à la CFDT n'y figurait, mis à part la signature de la section syndicale CFDT extorquée au dernier moment (un des délégués était en désaccord) »

Signature extorquée : voilà qui serait grave. Mais voilà qui est tout à fait

parfait, et avaient partagé les responsabilités ».

Le comité de soutien eut en effet pour tâche, entre autres, de renforcer le piquet de grève tenu par les travailleurs de Laving-Glaces. Ses membres furent donc effectivement très souvent sur les lieux, mais certainement pas aux assemblées générales : il était clair dès le début, comme l'indique le document CFDT lui-même, que c'était aux grévistes de diriger leur lutte, ce dont ils avaient en effet les moyens, avec leur section syndicale. Celle-ci sut d'ailleurs très bien renforcer son organisation : comité de grève permettant d'associer aux délégués d'autres travailleurs en particulier des femmes, pour diriger la lutte ; assemblées générales

Ce réveillon fut un réveillon de victoire chaleureux et réussi. L'Union locale y était représentée.

Le comité de soutien prit une très large part à son organisation et sa réalisation tout comme pour le dernier gala :

Un gala fixé avant la fin de la grève et qui fut maintenu après la victoire, avec la participation de Gilles Servat.

Il prit un caractère particulièrement solennel et émouvant du fait de la mort accidentelle la veille d'un de ses délégués de Laving-Glaces. L'Union locale n'était pas représentée.

pour prendre les décisions.

DES MOYENS POUR FAIRE FONCTIONNER LA DÉMOCRATIE

C'était de bons moyens pour faire fonctionner au mieux la démocratie, et loin de « dévaloriser l'organisation syndicale », le comité de soutien s'est félicité de cela. D'ailleurs, il a eu tout au long de la lutte d'excellents contacts avec la section.

Et les grévistes, par la présence de plusieurs d'entre eux à toutes les réunions du comité de soutien ont pu constamment exercer leur direction sur celui-ci !

Voyons maintenant quelles conclusions tire l'union départementale CFDT de cette réalité qu'elle a au préalable quelque peu déformée.

« L'attitude des militants d'extrême-gauche a été constamment d'utiliser les grévistes pour faire passer leurs idées. Il y en a qui

faux ! La question fut discutée, un délégué a pu peut-être exprimer son désaccord. Mais un délégué n'est pas la section qui prit, elle, la décision !

UN DÉLÉGUÉ N'EST PAS LA SECTION

Quant aux « difficultés » lors de la manifestation, citons en une, significative : le représentant de l'Union locale arracha le micro de Laving-Glaces, le prenant sans doute pour « un membre du comité de soutien tentant de prendre la direction de la lutte » !

« Par la présence quasi-permanente de certains d'entre eux, sur les lieux, y compris aux assemblées générales de grévistes, et par la critique systématique de l'union locale ils ont tout fait pour dévaloriser l'organisation syndicale alors que les grévistes, sous la responsabilité de leur section syndicale, s'étaient déjà organisés, même si cela n'était pas

« Dans un premier temps, il n'y a pas eu de problème. Le comité de soutien a organisé un mini-gala de soutien avec un spectacle sur la justice regroupant presque exclusivement des militants de l'extrême gauche. Il a également participé à quelques collectes. (Stade Marcel Saupin, sortie des cinémas, marchés) et sorti une affiche « Nettoyage - esclavage ».

Cela correspond à la conception que nous avons d'un comité de soutien, en particulier sur le point essentiel concernant la conduite de la lutte : celle-ci, selon nous, appartient aux travailleurs en grève eux-mêmes : nous n'avons rien à redire à cela.

On peut simplement préciser que lors d'une première réunion du comité, il fut demandé aux participants de se présenter. La plupart étaient en effet syndicalistes CGT ou CFDT (cheminots, chambre d'Agricul-

Voyons d'abord les faits. Il est dit dans le document de l'Union-Atlantique, repris par le bulletin de liaison national :

« Le comité de soutien qui s'est mis en place très rapidement dès le début de la grève était uniquement composé de militants ouvriers et paysans qui y participaient à titre individuel bien que plusieurs se soient présentés en tant que militants d'extrême-gauche (OCT, Humanité rouge, PCR).

« Dès le départ, le représentant du syndicat CFDT a précisé qu'il acceptait la présence du comité de soutien sous réserve que l'action de celui-ci se limite à apporter une aide matérielle mais n'intervienne pas dans la conduite de la lutte. Cette condition a été acceptée par l'ensemble des membres présents.

grève à laving glaces

NETTOYAGE = ESCLAVAGE



ont même reproché à la CFDT d'avoir négocié ! »

Faire passer leurs idées, où ? Après de qui ?

« La présence d'une section syndicale nouvellement implantée a constitué un terrain particulièrement favorable. Les travailleurs, sensibles au soutien apporté, n'ont pas été en capacité de mesurer les enjeux. En fait, certains membres du comité de soutien ont profité de cette situation pour tenter de manipuler les grévistes et essayer de les couper de l'organisation... »

Là encore, revient l'idée de manipulation des grévistes décrits ici comme incapables de mesurer les enjeux. Mais de quel enjeu peut-il donc s'agir ?

Il ne peut s'agir que de la victoire dans la lutte !

Or, le conflit de Laving-Glaces s'est terminé par une victoire ! Et c'est en effet parce qu'ils ont été sensibles au soutien, parce que le comité a aidé leur grève à garder son dynamisme, que les travailleurs l'ont apprécié.

« Manipulation », « faire passer des idées », voilà qui est inexact (si cela se rapporte à l'exemple de la signature), ou bien vague, et qui justement ne se rapporte pas à la lutte, à la question de son renforcement, de son succès !

Quant au reproche qui aurait été fait à la CFDT de négocier, c'est purement et simplement une bêtise : cette question ne peut se poser que par rapport au moment, aux conditions (quel rapport de force ?) et au contenu de la négociation ! En outre, le comité de soutien n'a jamais fait de « reproches » à ce sujet !

Le document conclut ensuite que la solidarité revient au syndicat professionnel et à l'interprofessionnel. C'est tout à fait de notre goût et nous nous battons pour qu'il en soit ainsi et l'on peut plutôt regretter que souvent « le soutien actif » ne vienne tard et les appels restent de pure forme.

UN AIR QUI NOUS RAPPELLE QUELQUE CHOSE.

Quant à la prise en charge de la conduite de l'action,

nous pensons qu'elle est du ressort des travailleurs. Les organisations syndicales ayant pour rôle de proposer « les formes d'actions les plus efficaces, les moyens à mettre en œuvre pour assurer le soutien, la solidarité aux travailleurs en grève. » Le document parle, lui, de les déterminer et affirme : « Nous ne laisserons ce soin à personne d'autre » Ne croirait-on pas entendre les pires des bureaucrates CGT ?

LA LÉGITIMITÉ VIENT DES FAITS

Quant aux comités de soutien, créés en effet en dehors des structures syndicales, pourvu que leurs initiatives soient entièrement placées sous le contrôle des grévistes, ils peuvent permettre de mobiliser et d'organiser pour le soutien des femmes, des jeunes, des paysans, des syndiqués d'autres organisations. Celui de Laving-Glaces en est justement un exemple.

CONCLUSION

Son existence et son activité ont-elles ou non contribué à la victoire ? Telle devrait être la question, à laquelle nous répondrons, quant à nous, à la lumière des faits, par l'affirmative.

Telle n'est pas la question posée dans le document CFDT.

Le bilan présenté est celui des difficultés rencontrées par l'UD, et certains responsables de l'UL du fait du comité de soutien !

L'activité de toute organisation qu'il s'agisse d'un parti, d'un syndicat ou d'un comité de soutien, doit être appréciée par rapport à la contribution qu'elle apporte dans les faits à la lutte anticapitaliste menée par les travailleurs. Tout autre critère relève de l'esprit de chapelle. Et la CFDT raisonne ici comme le PCF qui prétend qu'une fois pour toute il représente et lui seul leurs intérêts des travailleurs.

On ne doit pas raisonner comme ça. La seule légitimité vient des faits, de la lutte, et aussi de la capacité à déceler ses erreurs et à les corriger.





Assemblée générale des pêcheurs à Brest

« Nous vous accusons de négligence criminelle »

Mercredi 22 mars, une assemblée de marins-pêcheurs regroupait à Brest un millier de personnes, ce qui certainement ne s'était jamais vu. Parmi eux, non seulement les plus directement touchés, ceux du quartier maritime de Brest, mais aussi ceux de Morlaix, du Morbihan, de Quiberon, de Houat, une délégation de l'île de Molène, Saint-Brieuc et de Guilvinec. Les marins-pêcheurs de Houat ont déposé leur rôle par solidarité. Une manifestation très applaudie en ville s'est rendue après l'assemblée à la préfecture.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'intervention de Francis Le Gall, secrétaire du syndicat des marins-pêcheurs.

Torrey Canyon, Olympic Bravery, Boehlen, Amoco-Cadiz, autant de noms de cachemars, mais si pour les trois premiers, nous avons bénéficié d'une veine insensée, il n'en est pas de même pour le dernier nommé. Souvenez-vous, voici onze ans, le Torrey-Canyon, le 18 mars 1967. Souvenez-vous des moyens de lutte contre la pollution de l'époque, la participation des marins-pêcheurs à la construction de barrages et surtout de « l'efficacité » de ces moyens. Souvenez-vous de l'improvisation des pouvoirs publics face à cette catastrophe. C'était, il est vrai, la première fois... Nous avons connu depuis des accidents de même nature avec l'Olympic Bravery et le Boehlen.

Dix ans après le Torrey Canyon, dix ans au cours desquels on aurait dû tirer la leçon du premier naufrage, dix ans qui en principe auraient dû permettre la mise en place d'un système antipollution. Or, dans tous les cas, nous avons assisté à la même improvisation, à l'utilisation des mêmes moyens : barrages, pelles, poubelles, plan Polmar, utilisation de craie, de détergents et autres. C'est à l'occasion de l'Olympic Bravery que le préfet du Finistère déclarait : « Nous nous heurtons à des forces qui nous dépassent ».

C'est à ce moment également que les marins-pêcheurs du Nord-Finistère disaient : cet accident est un véritable catastrophe pour notre région. Les pou-

voirs publics rétorquaient qu'ils dramatisaient, on ne sait pour quelles raisons, la situation.

Cette fois-ci nous nous trouvons confrontés à une catastrophe sans précédent et si l'on ne peut apprécier pleinement l'ampleur du désastre, nous constatons que toutes les activités sont remises en cause ».

Parlant du fait que les autorités locales n'ont pas été prévenues à temps et ne sont intervenues que tard dans la nuit, le représentant des marins-pêcheurs poursuivait :

« On nous répondra sans doute que la réglementation en vigueur ne le permettait pas. Si cela est vrai, cette réglementation est contraire au bon sens. Comment peut-

Un marin-pêcheur Il y a deux pollutions

« Il faudrait ajouter aussi l'interdiction des détergents parce que leur utilisation est beaucoup plus grave que la craie. Ils détruisent tout. Il y a deux pollutions : le pétrole et les détergents. L'utilisation des détergents est demandée par des notables pour préserver le sable blanc quitte à faire crever les algues et le poisson. Il est préférable de voir du pétrole que du détergent. »

L'assemblée s'est prononcée contre toute utilisation de détergents et de craie même au large sur 50 m de fond car le détergent finira pas revenir sur la côte.

on admettre que la décision d'intervenir ne peut être prise que par l'armateur lui-même. Comment peut-on imaginer que des personnes dont le seul objectif est le profit aient le souci de préserver notre littoral... On nous a toujours dit que seul, l'armateur avait qualité pour prendre une décision et apprécier les moyens à mettre en œuvre pour le sauvetage d'un bateau de ce genre. Or, dans le journal maritime officiel du 11 mars dernier, on lit que le préfet maritime a autorisé de police administrative en mer dans la limite de la région maritime. Pour quoi donc, la marine nationale n'est-elle pas intervenue dès que l'Amoco-Cadiz s'est trouvé en difficulté ? Il appartient à la commission d'enquête de déterminer les responsabilités. Si celle de l'armement ne fait pas de doute, il faut qu'on nous dise comment un pétrolier en difficulté à 15 milles ait pu s'échouer sur nos côtes.

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

« Quoi qu'il en soit, les marins-pêcheurs se trouvent placés dans une situation

catastrophique. Tous les côtiers ne peuvent actuellement exercer leur métier. La récolte des algues qui devait intervenir le mois prochain est très probablement anéantie et les goémoniers seront sans doute pénalisés pour plusieurs saisons. Les bateaux de Portsall, ligneurs et caséiers sont bloqués au port pour un temps indéterminé. La situation des pêcheurs du Conquet n'est guère plus enviable.

« Tous les efforts consentis par les pêcheurs pour mettre en valeur le littoral et gérer des stocks sont réduits à néant et là, on ne peut s'empêcher de penser à l'immersion de bébés homards qui a été réalisée par le canal du Comité local des pêcheurs... Il est urgent de prendre des mesures énergiques pour éviter à l'avenir un accident de ce genre. Le président de la République disait, lors d'un voyage en Bretagne, en évoquant la pollution : « Ces événements sont une sorte de déshonneur à notre civilisation et notre premier soin est de réduire ces risques ».

Dépassant les déclarations d'intention, le gouvernement va-t-il enfin se décider à trouver les moyens nécessaires pour éviter la pollution des mers ? Il est vital de disposer de moyens autres que la craie, les dispersants, les détergents qui, utilisés sans une extrême rigueur, font plus de mal que la pollution elle-même.

LE PLUS DÉCISIF : C'EST LA PRÉVENTION

Il est extrêmement urgent de créer un centre antipollution doté d'une enveloppe budgétaire lui permettant de mettre en place un programme de lutte antipollution. Il est indispensable de définir une nouvelle réglementation et d'appliquer des normes de construction et de sécurité plus strictes. Nous ne pouvons plus tolérer les pavillons de complaisance qui ne respectent pas les règles de sécurité internationales et sont un danger constant pour les pays riverains.

Il faut établir à Ouessant une station de repérage et de contrôle. Il

A Morlaix Contre les détergents

A Morlaix, lundi a eu lieu une assemblée générale des marins-pêcheurs des ports de la région. 150 marins-pêcheurs ont fait le point et ont manifesté en ville.

Cent à deux cents marins-pêcheurs de Morlaix étaient là à l'assemblée de Brest. Les marins-pêcheurs ont fait paraître un communiqué à la presse. Dans ce communiqué, ils protestent en particulier contre le déversement de la craie sur les nappes de pétrole pour les immerger, par la Marine nationale.

Ces déversements mettent en péril la faune et la flore sous-marines, et donc des stocks de pêche. Ils revendiquent également l'indemnisation du matériel endommagé, le non-paiement des rôles de pêche pour une période indéterminée, un dégrèvement sur l'impôt des mesures spécifiques sur l'emploi, ceci en sus des revendications exprimées à Brest.

faut mettre en place une force d'intervention publique sous l'autorité du préfet maritime. Il est essentiel d'inverser les routes de navigation afin d'éloigner des côtes les navires chargés.

Voilà ce que nous proposons en matière de prévention. Il est navrant de constater que des professionnels soient amenés à formuler de telles demandes alors que depuis dix ans, le gouvernement et les pouvoirs publics se refusent à prendre au sérieux les inquiétudes des gens de mer de notre région.

Cette fois-ci, tout ce que nous avons pu dire au cours de la dernière décennie prend un relief tout particulier.

Que vont devenir les marins-pêcheurs ? Qui va demain leur procurer des moyens de subsister ?

Nos revendications

- Une indemnité de manque à gagner dont le montant serait fixé selon le salaire antérieur connu et si cela était impossible, selon au minimum, le salaire forfaitaire de la 5e catégorie (environ 2 700 F).
- Un moratoire de tous les remboursements de prêts de quelque nature qu'ils soient.
- La validation des services sans paiement de cotisation pendant la durée du chômage technique.
- La retraite anticipée à 50 ans pour motif économique.

Il s'agit là de mesures d'urgence et nous nous réservons le droit de reconsidérer l'ensemble de nos problèmes en fonction de l'évolution de la situation. Car il est bien évident que personne aujourd'hui ne peut préjuger pleinement de l'ampleur de cette pollution et ses conséquences à long terme.

Il faut rester vigilant. Notre expérience a prouvé que même si un principe est acquis, il faut se battre pour obtenir sa réalisation.

Il se crée sur la côte nord des comités de défense. Nous nous félicitons que d'autres catégories sociales durement touchées s'organisent.

Une coordination de marins-pêcheurs a été mise en place.



Contre les conséquences de la marée noire: la lutte unie d'ampleur et résolue.

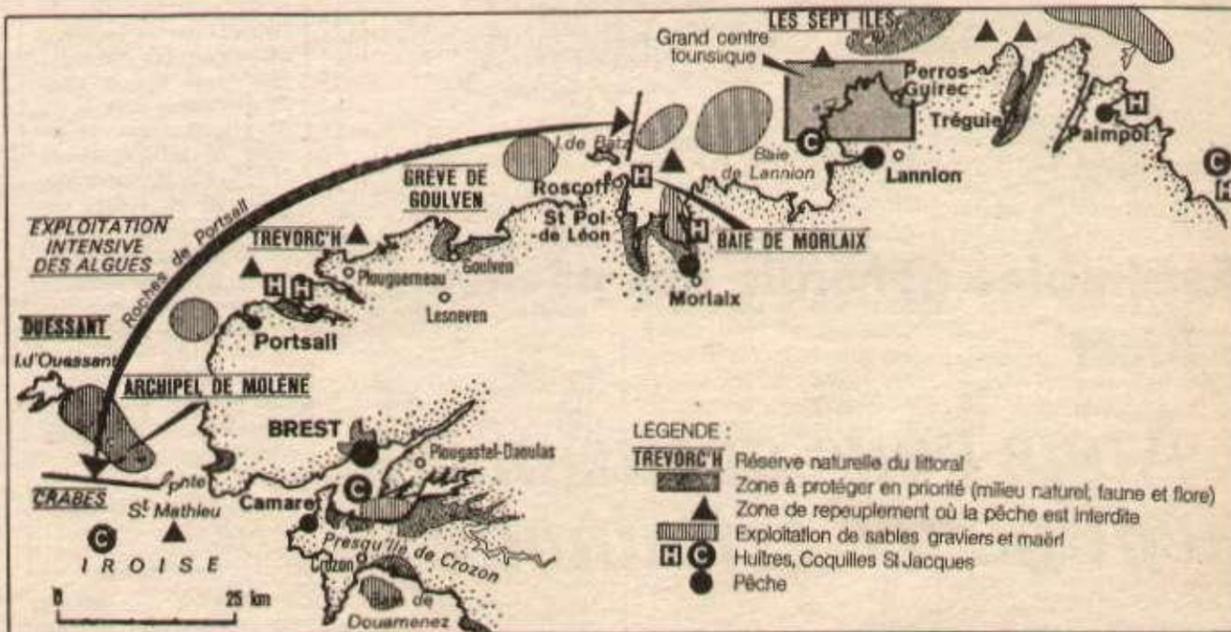
Avec la grande marée La marée noire au maximum ce week-end

La marée noire continue sa progression vers les côtes du Cotentin qui seront certainement atteintes samedi. Vendredi, la nappe n'était plus qu'à une cinquantaine de kilomètres de Guernesey. Les pêcheurs de Granville ont répandu de la sciure sur les zones où ils travaillent. Les huîtres vont être mises à l'abri dans des parcs de la côte est, vers Saint-Vaast-la-Hougue ou en Vendée.

Plus à l'ouest, la côte de granit rose est petit à petit engluée par le pétrole. Les rochers et plages de Trégastel et Trebeurden, deux villes proches de Perros-Guirec, sont recouvertes à chaque marée montante de pétrole. Au large, les vagues sont frisées d'écume noirâtre. A Coz Port, la grève, les rochers, les galets sont enduits d'une couche de pétrole visqueux. Dans les hôtels et agences, les premières annulations de réservation arrivent depuis trois jours. En certains endroits, on retire le sable de la côte pour le mettre à l'abri de la pollution.

Aux Abers, les barrages de boudins gonflables qui avaient été posés n'ont pas résisté aux vagues. Le pétrole a profondément pénétré dans les Abers et a imprégné les bassins à huîtres.

Ainsi donc la nappe de pétrole, qui est tout à la mer, continue à faire des ravages. Il est à prévoir avec la tempête et les grandes marées (101 de coefficient) que le sommet de la catastrophe sera atteint durant le week-end.



Il y a une semaine, les pouvoirs publics avaient annoncé qu'une solution était envisagée et mise à l'étude pour lutter contre la catastrophe de l'Amoco-Cadiz : le pompage direct du pétrole dans les cuves du bateau. Ce pompage avait été annoncé pour le début de la semaine prochaine.

ser en permanence sur la Bretagne surtout, mais aussi sur d'autres régions, la Méditerranée par exemple.

Les marines française et anglaise déversent chaque jour des quantités massives de détergents, de craie, de dispersants dans la mer, ajoutant à la pollution pétrolière une seconde pollution encore plus dangereuse causée par ces produits. Là encore, ce sont les marins-pêcheurs qui feront les frais de ces traitements criminels, lesquels font plus de mal peut-être que le pétrole.

Nos gouvernants vraiment se moquent de nous. Qui est responsable de la catastrophe et des dégâts ? Les gros et leurs serviteurs

à la tête de l'État.

Aussi, aujourd'hui, s'il est important de lutter contre la pollution, d'en limiter l'extension, il est tout aussi important sinon plus que les travailleurs de la mer et de l'intérieur qui subiront aussi les conséquences de la pollution, mènent une action très résolue, soient prêts à la lutte pour faire triompher toutes leurs revendications. Le gouvernement a déjà dû annoncer la création du centre de contrôle d'Ouessant, le déplacement des couloirs de circulation de navires.

Des mesures d'indemnisation sont annoncées (1 244 F pour les pêcheurs de Brest et Morlaix couvrant 15 jours de sinistre).

Mais tout cela est très insuffisant et très loin de ce que demandent les victimes de la pollution, comme les marins-pêcheurs par exemple. Toute la population de la Bretagne doit s'unir dans la lutte pour obtenir autre chose que des miettes. Aujourd'hui, les revendications se précisent, il faut que la lutte s'organise pour les faire triompher. Les dédommagements, indemnités doivent aller en premier, en priorité aux plus pauvres, aux moins fortunés. Il faut que tous les travailleurs de la région luttent au coude à coude car la colère est générale, aussi bien chez les ouvriers, chez les paysans et les employés que chez les travailleurs maritimes.

Eviter le piège

(Suite de la page une)

Le plus démocratiquement possible, cela veut dire faire en sorte que les travailleurs, la classe ouvrière se tiennent tranquilles sans qu'il soit trop besoin de la matraque (qui demeure évidemment et qui ne cesse de se perfectionner !). Cela veut dire organiser en grand la collaboration de classe pour museler la classe ouvrière et tous les travailleurs.

C'est cela l'Union nationale à la Giscard ! Quand il appelle à sa table les représentants de « l'opposition » (des partis de gauche, des syndicats) autrement dit ceux qui ont porté hier les espoirs des travailleurs, quand il les appelle à l'Union nationale, quand il parle de « social », c'est évidemment la paix sociale qu'il recherche. Et cela pour poursuivre le plan des monopoles. Dans l'ancien langage, celui de la majorité étroite d'avant mars, on appelait ça l'austérité. Dans le nouveau langage, celui de l'ouverture et de l'Union nationale, on appellera ça plan social ! Telle est l'ambition de Giscard !

Assurément, ceux qui depuis des années ont ligoté les travailleurs dans la logique du Programme commun, de l'aménagement du capitalisme, du changement par le vote ou des luttes « pour de vraies négociations » ont préparé le terrain à un tel projet qu'ils appuient aujourd'hui en se rendant à l'Élysée !

Du temps où le PCF était le parti de la classe ouvrière, un vrai parti communiste, il aurait dénoncé avec vigueur le projet giscardien ; il aurait refusé de tremper si peu que ce soit dans un tel projet (le pouvoir n'aurait d'ailleurs même pas songé à lui en faire la demande !).

Il est vrai que depuis ce parti a trempé dans bien d'autres projets. Il a totalement abandonné l'éducation de la classe ouvrière sur la base de sa contradiction antagonique avec la bourgeoisie, de sa tâche révolutionnaire historique de mener à bien le renversement du capitalisme et de son État par la révolution prolétarienne.

Assurément, pour ceux qui ont depuis longtemps trahi les intérêts des travailleurs, comme pour ceux dont le rôle a toujours été d'organiser leur exploitation et leur oppression, ce qui est à craindre, ce sont bien les luttes des travailleurs ! En cela, ils sont bien à leur place dans les couloirs de l'Élysée !

Mais la classe ouvrière aspire à combattre fermement le capitalisme ! Elle doit lutter pour éviter le piège de la réforme, de l'aménagement du capitalisme, de la collaboration de classe. C'est le chemin, certes long et difficile, pour en finir avec le capitalisme.

Aujourd'hui, alors que les 230 000 tonnes de pétrole se sont totalement déversées dans la mer, tout le monde peut juger à la fois de l'incompétence ou du cynisme dont le gouvernement fait preuve, non pas seulement aujourd'hui, mais depuis onze ans devant les graves menaces que la pollution pétrolière fait pe-

Videla assassin Boycott du mondial

C'était le mot d'ordre qui revenait le plus souvent jeudi soir à quelques dizaines de mètres de l'ambassade d'Argentine.

Environ deux mille personnes étaient venues là, à l'appel du COBA (Comité pour le boycott de l'organisation en Argentine de la Coupe du monde de football) afin de crier leur solidarité avec les dizaines de milliers de prisonniers politiques. « Pas un sou, pas une arme, pas de tourisme pour l'Argentine » entendait-on également ainsi que « Halte aux massacres dans les prisons argentines ».

Malgré la présence de quelques agités et l'attitude plus que provocatrice de gendarmes mobiles et de CRS, équipés comme à la

guerre, le fusil à la main, cette manifestation remarquablement organisée, s'est déroulée dans une atmosphère de calme et de détermination exemplaires. A sa tête, une grande banderole rouge « Pas de football entre les camps de concentration ».

A la fin de la manifestation qui s'est terminée aux abords de l'ambassade, l'un des organisateurs a annoncé qu'une délégation s'était rendue à l'ambassade pour demander notamment l'identité de toutes les victimes de la prison de Villa Devoto ainsi que la création d'une commission d'enquête internationale sur ce dernier massacre des fascistes argen-

"MUNDIAL 78"

Boycott de l'Argentine!

Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football

tins, n'avait pas été reçue. Un tract du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, distribué au cours de la manifestation, appelait les anti-impérialistes à soutenir la lutte du peuple argentin contre la junte en place.

Un nouveau rendez-vous était pris. Le 28 avril doivent avoir lieu dans toutes les capitales des manifestations contre la Coupe du monde en Argentine.

Les tracts sur la campagne d'abonnement au quotidien et au bimensuel sont disponibles

PASSEZ VOS COMMANDES RAPIDEMENT EN TELEPHONANT AU 205-51-10